

En dénonçant le “pédagogisme”, le chef de l’État nourrit un objet fantasmatique

Paul Devin, président de l’Institut de recherches de la FSU
Le Monde, 31 août 2023

Les perspectives énoncées par Emmanuel Macron pour l’école se caractérisent toujours par le même paradoxe : un écart majeur entre l’annonce d’une transformation profonde capable de faire naître « l’école du futur » et l’indigence des mesures qui suivent.

Ce fut le cas de ses discours à Marseille qui, ayant l’objectif de faire naître une « révolution copernicienne », n’engendrèrent que la possibilité de financer quelques projets.

Ce fut à nouveau le cas avec le Conseil national de la refondation, [en septembre 2022,] où était annoncée une démarche nouvelle propre à garantir « le contrat républicain permettant à chaque jeune de développer toutes ses capacités ». Le gouvernement se réjouit de son succès en comptabilisant les projets déposés qu’il veut voir comme le signe d’un profond renouveau là où il s’agit essentiellement d’une réaction opportune permettant de percevoir quelques subventions. Chaque fois, la montagne accouche d’une souris...

Les propos d’Emmanuel Macron dans l’interview publiée par Le Point le 23 août sont du même acabit. Mais, ils concentrent, plus que jamais, une série de poncifs réactionnaires sur l’école qui témoignent de l’incurie du diagnostic. Commençons par la dénonciation du « pédagogisme » qui serait responsable d’un renoncement à transmettre les savoirs et aurait conduit une ou plusieurs générations à perdre les repères républicains. Le propos présidentiel n’est évidemment pas d’interroger avec précision les effets de conceptions pédagogiques mais de nourrir un objet fantasmatique qui séduit depuis longtemps les nostalgiques d’un ordre scolaire dont les vertus auraient été de vaincre les difficultés d’apprentissage et de former des républicains.

On feint d’ignorer que cette école-là ne connaissait pas les difficultés de la massification puisqu’elle se contentait d’offrir l’accès au second degré à une petite minorité de jeunes. On oublie aussi que la prétendue assurance de cette école à créer des républicains ne l’a pas empêchée de former des générations qui feront le lit de l’antisémitisme et des penchants pétainistes. Et, plus tard, de générations qui ne se révèlent guère capables d’exiger la réalité d’une égalité promise par les valeurs républicaines.

On feint d’ignorer que cette école-là ne connaissait pas les difficultés de la massification puisqu’elle se contentait d’offrir l’accès au second degré à une petite minorité de jeunes. On oublie aussi que la prétendue assurance de cette école à créer des républicains ne l’a pas empêchée de former des générations qui feront le lit de l’antisémitisme et des penchants pétainistes. Et, plus tard, de générations qui ne se révèlent guère capables d’exiger la réalité d’une égalité promise par les valeurs républicaines.

Vient ensuite l’appel à un retour de « l’*autorité* » dont la performativité discursive semble suffire sans qu’on questionne réellement la nature des difficultés de l’école en la matière, comme si elles provenaient d’un laxisme enseignant que l’injonction politique suffirait à faire cesser ! « *Il n’y a à mes yeux qu’un chemin, dit le président : l’autorité des savoirs.* » Se figure-t-il que les enseignants y ont renoncé ? Ne les entend-il pas protester justement contre des mesures qui, pour compenser le déficit de recrutement et de moyens, négligent la formation et permettent désormais de reculer sans cesse les exigences nécessaires pour enseigner en risquant de mettre à bas cette autorité des savoirs ?

Catéchisme républicain

Vient l'enseignement de l'histoire, en conformité avec une ritournelle bien connue du discours conservateur : il doit être « *chronologique* », nous affirme Emmanuel Macron. Sans doute le président feint-il d'ignorer que les oppositions à un enseignement chronologique datent d'un temps où il n'était pas encore élève ! Depuis, il y a belle lurette que les programmes se fondent sur une organisation chronologique et que la construction de repères temporels est une visée majeure de l'enseignement, et cela dès le plus jeune âge. Mais faire croire à un désordre total de l'enseignement de l'histoire est une porte d'entrée tellement facile pour en faire l'instrument d'une édification morale fondée sur un catéchisme républicain plutôt que l'outil culturel de construction d'une pensée citoyenne raisonnée mais libre.

Après les considérations idéologiques, passons maintenant à la boîte à outils : accueil à la maternelle dès 2 ans, accueil au collège de 8 à 18 heures, rentrée précoce en août pour les élèves en difficulté. La question de la quantité d'école n'est pas anodine et nous payons sans doute aujourd'hui le prix de la diminution progressive des horaires d'enseignement qui, pour ne prendre que l'exemple de l'école élémentaire, ont été réduits d'un cinquième en un demi-siècle¹. Mais l'augmentation du temps scolaire ne peut s'envisager sans qu'on interroge les moyens nécessaires pour la mettre en œuvre dans une perspective qualitative réellement capable de lutter contre les inégalités.

Besoins immédiats des entreprises

Accueillir les enfants « *dès 2 ans, partout où on le peut* » ? Si c'est au prix d'une augmentation de la taille des classes de petite section, peu de chances que cela puisse être un véritable outil d'égalité d'accès au langage. Ouvrir le collège de 8 à 18 heures ne constituera pas en soi un vecteur d'égalité si cela ne donne pas lieu à un projet précis et à la mise en place de moyens humains de formation et d'accompagnement qui permettraient sa réalisation. Quant à la rentrée précoce en août, elle apparaît aujourd'hui davantage comme une trouvaille pour le concours Lépine que comme la stratégie d'une véritable politique de lutte contre les inégalités.

Faut-il croire, pour autant, qu'Emmanuel Macron n'a pas de véritable projet pour l'école ? Surtout pas !

La formulation des « *hypocrisies* » auxquelles il nous faudrait renoncer est bien là pour affirmer la ligne essentielle : pour une part de la population scolaire, évidemment celle des milieux populaires, il faut revenir à une formation centrée sur les seuls besoins immédiats des entreprises, aux dépens de leurs désirs d'orientation ou de leurs volontés d'études supérieures. Et s'il s'agit, pour « *l'école du futur* », de renoncer à démocratiser l'accès aux études longues, point n'est besoin de complexes élaborations pédagogiques... mieux vaut décréter que l'éducation fait partie du « *domaine réservé du président* ».

[cette tribune en ligne ...](#)

¹ Antoine PROST, *La réduction du temps de travail des élèves est un formidable gâchis*, Le Monde, 30 mai 2012